

Unité départementale de l'Eure
1 avenue du Maréchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NUFARM SA

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 Gaillon

Références :
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'incendie industriel survenu à Rouen en septembre 2019 a conduit le gouvernement à définir, puis mettre en œuvre un plan d'action afin de mieux prévenir un tel scénario d'accident. A cette fin, la réglementation des installations classées a évolué en particulier sur les installations de stockage de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation ;
- la modification des arrêtés du 3 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises à autorisation), du 1er juin 2015 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22 août 2012 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).

C'est dans ce cadre qu'intervient la présente visite d'inspection, afin de vérifier la prise en compte et la mise en œuvre de ces évolutions réglementaires, et notamment de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement

d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Action nationale 2023 – Action Post-accident – Rouen : mise en œuvre des évolutions réglementaires de 2020 et 2021, pour les liquides inflammables et stockages de matières combustibles (Entrepôts) – Volet Liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des matières stockées, Information des populations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	/	Sans objet
4	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 14/04/2023, article R111-9 et son annexe	/	Sans objet
8	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24 septembre 2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er V	/	Sans objet
9	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées, Contenu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées, Mise à disposition, Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	/	Sans objet
5	Autres installations A soumises à l'AM du 3 octobre 2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er I.2	/	Sans objet
6	Autres installations A soumises à l'AM du 24 septembre 2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er I.2	/	Sans objet
7	Stockages en récipients mobiles soumis à l'AM du 24 septembre 2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base de l'état des stocks présentés, NUFARM relève actuellement de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 (dit « récipients mobiles ») dans la mesure où la quantité de liquides inflammables de mentions de danger H224, H225, H226 excède le seuil de 100 tonnes en récipients mobiles fusibles. Par contre, le site n'est pas concerné par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Toutefois, la situation du site vis-à-vis de la réglementation encadrant les liquides inflammables dans les installations classées est susceptible d'évoluer.

En effet, d'une part, l'inspection des installations classées invite NUFARM à engager une réflexion sur les quantités et modalités de conditionnement des liquides inflammables en récipients mobiles et ainsi confirmer la possibilité pour le site d'être sous le seuil des 100 tonnes de liquides inflammables en récipients mobiles. D'autre part, la situation administrative vis-à-vis de la rubrique 1436 doit être vérifiée.

Par ailleurs, le nombre de stockages couverts et extérieurs actuellement concernés par la réglementation relative aux liquides inflammables étant élevé, l'inspection des installations classées invite également NUFARM à réfléchir à une réorganisation de ses stockages de liquides inflammables afin d'en réduire le nombre. Cette réflexion doit être menée en évaluant en parallèle l'incidence de cette réorganisation sur le classement 1510 du site.

Suivant les résultats de ces réflexions, la réglementation en matière de liquides inflammables applicable au site ne seront pas les mêmes. Dans tous les cas, NUFARM doit s'assurer de la conformité de ses installations aux dispositions

A ce stade, NUFARM a dressé un bilan de conformité du site vis-à-vis de l'arrêté ministériel du

24 septembre 2020. Ce dernier n'est pas conclusif pour l'ensemble des prescriptions. Dans l'attente des éléments, qui permettront de statuer définitivement sur la situation administrative du site vis-à-vis de la réglementation des installations classées encadrant les liquides inflammables, l'inspection des installations classées demande à NUFARM de compléter le bilan de conformité remis en menant les vérifications nécessaires pour établir la conformité ou non du site.

Les éléments justificatifs correspondant à ces différents points doivent être transmis à l'inspection des installations classées **sous un délai d'un mois**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées, Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. [...] Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Le site de NUFARM à Gaillon étant un site SEVESO seuil haut, il relève de l'article L.515.32 du code de l'environnement. Les présentes dispositions sont donc applicables au site. La société NUFARM dispose d'un système de gestion informatisé, dénommé ORACLE. Ce système inclut notamment la gestion des stocks du site. Il concerne toutes les matières stockées présentes sur le site indépendamment de leur caractère dangereux ou non, ou de leur classement ou non au titre de la nomenclature des installations classées. A partir de l'extraction journalière des stocks depuis son système de gestion ORACLE, NUFARM alimente un fichier Excel qui fait le lien entre les matières et leurs caractéristiques. Plus précisément, le tableau résultant comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• La référence du produit ;

- La localisation du produit : il s'agit du bâtiment ou de la zone de stockage concerné ;
- L'emplacement du produit : il s'agit de localiser le produit au sein du bâtiment ou de la zone de stockage. A titre d'exemple, pour les stockages en palettier, l'emplacement est caractérisé par un numéro d'allée, un numéro de rangée et un étage ;
- La dénomination du produit ;
- La quantité de produits présent et l'unité correspondante ;
- La rubrique de la nomenclature des installations classées pour laquelle le produit est classé, dite rubrique principale,
- La rubrique de la nomenclature des installations classées, dite secondaire, pour laquelle le produit aurait pu relever compte-tenu de ses caractéristiques. Par exemple, un produit qui est classé substance toxique en risque principal mais qui est également inflammable ;
- L'état du produit,
- Le point éclair du produit ;
- La liste des mentions de dangers du produit.

Le tableau étant sous un format Excel, les données peuvent faire l'objet d'un traitement par filtre pour établir des quantités globales de matières et produits par zone de stockage ou d'activités.

⇒ **Afin de faciliter l'exploitation de ce tableau, l'inspection des installations classées demande à NUFARM de le compléter en ajoutant la famille de produits. En effet, si la dénomination des produits est explicite pour le personnel de NUFARM, elle ne l'est pas nécessairement pour les services de l'état. En ce qui concerne les liquides inflammables, il serait judicieux de préciser le caractère fusible ou non des récipients mobiles.**

Par ailleurs, un contrôle par sondage a été réalisé sur site afin de vérifier la conformité de l'état des matières stockées aux stockages réellement présents. Le contrôle par sondage a donc porté sur les liquides inflammables en récipients mobiles présents dans le bâtiment M04 ainsi qu'au niveau du stockage extérieur POF. Dans les 2 cas, il s'agit d'un stockage en palettier. Le contenu des emplacements suivants a été contrôlé :

- Au niveau du bâtiment M04 :
 - Allée E03 : les étages 0 à 2 des rangs H à P ;
 - Allée E09 : les étages 0 à 2 des rangs L à P ;
 - Allée E02 : emplacement D0 ;
- Au niveau du stockage POF :
 - Allée F01 : emplacements A0 et B0 ;
 - Allée F03 : emplacements B0, K3, L0, L3

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées, Mise à disposition, Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50

Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les stocks actualisés de toutes les matières stockées sont saisis et mis à jour quotidiennement dans le système de gestion ORACLE. L'outil de gestion, localisé sur des réseaux européens, est accessible à distance par internet. Il est donc accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilités ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation</p> <p>Par précaution, une extraction de ces stocks est réalisée quotidiennement sous format Excel. Dans la même optique, un exemplaire de l'état des stocks est édité et mis à la disposition de l'astreinte tous les vendredi.</p> <p>Par ailleurs, l'état des matières stockées fait l'objet de recalages périodiques de manière tournante. Le cycle se fait régulièrement en partant des stockages de plus gros volumes vers les plus petits. Un recalage global du site est également réalisé chaque année. Le dernier recalage global du site a été réalisé en juin 2022, le suivant est déjà programmé en juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Etat des matières stockées, Information des populations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>

<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n°1, à partir de l'extraction journalière des stocks depuis son système de gestion ORACLE, NUFARM alimente un fichier Excel qui fait le lien entre les matières et leurs caractéristiques. Le tableau étant sous un format Excel, les données peuvent faire l'objet d'un traitement par filtre pour établir des quantités globales de matières et produits par zone de stockage ou d'activités.</p> <p>Dans le cas présent, un format synthétique de l'état des stocks a été mis en place. Actuellement, cette synthèse est réalisée par rubrique de la nomenclature des installations classées.</p> <p>⇒ <i>L'inspection des installations classées demande à NUFARM d'améliorer ce format à l'aide des outils existants afin de pouvoir fournir une information vulgarisée accessible à la population, ce qui n'est pas nécessairement le cas de la nomenclature des installations classées. Par exemple, une synthèse par classe de dangers : danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement et par type de matières /substances sera plus lisible pour le public</i></p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Situation administrative au titre des ICPE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/04/2023, article R111-9 et son annexe</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Rubrique 4331 – Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 1000 t – A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t – E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t – DC <p>Quantité Seuil Bas au sens de l'article R511-10 : 5 000 t Quantité Seuil Haut au sens de l'article R511-10 : 25 000 t</p> <p><u>Rubrique 1436 – Liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de)</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 1 000 t – A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t – DC
<p>Constats :</p> <p>Au regard du tableau de classement du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées, figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2015, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2019, le site NUFARM à Gaillon relève :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331-2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant comprise entre 100 t et 1000 t.

- du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1436-2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant comprise entre 100 t et 1000 t.

Lors de la visite du 4 avril 2023, sur la base de l'état des matières stockées présentés, un bilan quantitatif des liquides inflammables a été réalisé afin de vérifier le classement. Les données chiffrées précises figurent en annexe confidentielle.

Il ressort de ce bilan quantitatif que le site relève toujours de :

- l'enregistrement au titre de la rubrique 4331-2 ;
- la déclaration pour la rubrique 1436-2.

Toutefois, la quantité de liquides inflammables relevant de la rubrique 1436 est environ 2,5 fois plus importante que celle figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, en ne remettant pas en cause toutefois le régime de la déclaration.

Lors des échanges, l'inspection a relevé également que certaines substances, qui auraient dû faire l'objet d'un double-classement (4xxx et 1436), ne l'ont pas été, expliquant la quantité actuellement déclarée pour la rubrique 1436.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant les règles de classement telles que précisées en page 18 du guide technique de l'INERIS – Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (janvier 2020) : « Concernant le classement dans la nomenclature ICPE, le présent guide ne traite que du classement dans les rubriques relatives aux substances et mélanges dangereux précédemment citées. Il ne traite pas du classement dans les rubriques correspondant à des activités, qui est à réaliser par ailleurs (en particulier, une installation détenant des substances ou mélanges dangereux est susceptible d'être concernée par certaines rubriques 1xxx, par les rubriques 27xx liées à des activités de traitement des déchets dangereux, par certaines rubriques 3xxx ...). »

Ainsi, si une substance ne peut être classée dans plusieurs rubriques 4xxx simultanément, elle peut également relever de rubriques 1xxx. Le double classement des substances avec la rubrique 1436 n'a pas été pris en compte par NUFARM.

⇒ ***Dans la mesure où, par ailleurs, les activités du site présentent une variabilité saisonnière, l'inspection des installations classées demande à NUFARM, sous un délai d'un mois, de :***

- ***vérifier les quantités maximales de liquides combustibles classés en 1436 et en 4xxx, susceptibles d'être présentes sur site en période de plus fortes activités,***
- ***vérifier les installations concernées***
- ***confirmer le classement du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées pour ces 2 rubriques.***

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 3 octobre 2010
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et des déchets liquides inflammables catégorisées HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassant 1 000 tonnes</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la déclaration de décembre 2021 de soumission à l'arrêté du 24 septembre 2020 dit « récipients mobiles », un inventaire des liquides inflammables a été fourni. Sur la base de cet inventaire, NUFARM conclut que le site n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p> <p>Toutefois, l'inventaire, fourni en annexe de la déclaration, précise que les quantités au niveau des réservoirs fixes sont nulles alors qu'au regard du classement du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées, le site relève de l'enregistrement pour la rubrique 4331, trois parcs vrac étant concernés.</p> <p>⇒ L'inspection des installations classées rappelle à NUFARM que la quantité à prendre en considération pour déterminer si le site relève de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 est la quantité totale susceptible d'être présente sur l'installation, tous stockages (réservoirs aériens ou enterrés ou récipients mobiles) et toutes activités (emploi, fabrication, etc.) confondus, des liquides inflammables de mention de danger H224-H225-H226 ainsi que les déchets HP3.</p> <p>Lors de l'inspection du 4 avril 2023, une nouvelle évaluation de cette quantité totale a été réalisée sur la base de l'état des stocks présentés afin de s'assurer du non dépassement du seuil de 1000 tonnes de produits dangereux avec une mention de dangers H224, H225, H226 et des déchets de liquides inflammables HP3 et de ce fait de s'assurer que le site ne relève pas de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p> <p>L'état des matières stockées présenté confirme les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucun liquide inflammable de mention de dangers H224 n'est présent sur le site ; • la quantité de liquides inflammables de mention de dangers H225 ou H226 n'excède pas le seuil de 1000 tonnes ; • les liquides de mention de dangers H225 ou H226 sont stockés en récipients mobiles. <p>Ainsi, sur la base de ces informations, il est confirmé que le site de NUFARM n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p> <p>⇒ L'inspection des installations classées attire toutefois l'attention de NUFARM sur le fait suivant : si le bilan quantitatif demandé au point de contrôle n°4 vient à conclure que le site relève finalement de l'autorisation au titre de la rubrique 1436 alors NUFARM entrera dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 24 septembre 2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs rubriques que les rubriques dites liquides inflammables dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et des déchets liquides inflammables catégorisées HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassant 1 000 tonnes au total ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la déclaration de décembre 2021 de soumission à l'arrêté du 24 septembre 2020 dit « récipients mobiles », un inventaire des liquides inflammables est fourni. Sur la base de cet inventaire, NUFARM conclut que le site entre dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 dans la mesure où 464 tonnes de liquides inflammables sont présents en récipients mobiles, dont 243 tonnes en récipients mobiles fusibles. Par ailleurs, il convient de souligner la présence de liquides inflammables de 4ème catégorie (point éclair entre 60 et 93°C) à hauteur de 646 tonnes.</p> <p>Lors de l'inspection du 4 avril 2023, une nouvelle évaluation de cette quantité totale a été réalisée sur la base de l'état des stocks présentés afin de s'assurer du dépassement du seuil de 100 tonnes de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles.</p> <p>Le bilan quantitatif est du même ordre de grandeur avec 248,5 tonnes de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles, soit supérieur au seuil de 100 tonnes.</p> <p>L'inspection des installations classées a questionné NUFARM sur les possibilités de réduire la quantité de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles. Selon NUFARM, il est envisageable de recevoir certains des liquides inflammables concernés en récipients mobiles non fusibles, comme cela était le cas par le passé. Cela nécessite de se rapprocher des fournisseurs.</p> <p>Par ailleurs, NUFARM indique qu'environ 50 % des liquides inflammables en récipients mobiles fusibles correspondent à un sous-produit de fabrication. Pour l'instant, ce sous-produit est conservé dans la mesure où la matière active résiduelle qu'il contient présente un intérêt économique potentiel. Aussi, NUFARM s'interroge sur l'opportunité de traiter ce sous-produit afin de récupérer et valoriser la matière active contenue.</p> <p>Pour NUFARM, il serait envisageable de passer en dessous du seuil des 100 tonnes en récipients mobiles fusibles. Sur ce point, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à la prudence. Il doit en effet s'assurer que le seuil de 100 tonnes ne soit pas dépassé en toutes circonstances. Une marge de manœuvre doit être conservée.</p> <p>⇒ Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une part, de prendre une décision sur le devenir du sous-produit de fabrication dans les meilleurs délais ; • d'autre part, de mener une réflexion pour réduire les quantités de liquides inflammables stockés en récipients mobiles fusibles sur le site.

Pour finir, comme indiqué au point de contrôle n°1, préciser le caractère fusible des récipients mobiles dans l'état des stocks permettrait d'identifier plus rapidement les quantités de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles. Cette donnée doit pouvoir être vérifiée rapidement d'autant plus si les réflexions de NUFARM visant à réduire les quantités de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles sous le seuil des 100 tonnes aboutissent.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockages en récipients mobiles soumis à l'AM du 24 septembre 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er III

Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 24 septembre 2020

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

III. Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225, H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93°C et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.

Constats :

Dans la déclaration de décembre 2021 de soumission à l'arrêté du 24 septembre 2020 dit « récipients mobiles », les zones de stockages des liquides inflammables (LI), des liquides combustibles (LC) et des solides liquéfiables combustibles (SLC) ont été identifiées comme suit :

- Magasins contenant des LI (plus de 2 m³) : M02/K00, M03, M04, M05, M08 ;
- Stockage externe de LI, LC et SLC : PGA, PGB, PGC, PGE, POF, POR ;
- Stockage couvert fermé de LI, LC et SLC : Rack couvert fermé A02, Rack couvert fermé A04, Appentis couvert fermé A01 ;
- Stockage couvert ouvert de LI, LC et SLC : Rack couvert ouvert A02 ;
- Stockage couvert fermé de LC et SLC à proximité de stockage en présence de LI : Rack couvert fermé A07 (<10 m de M03) – Effet domino 9 – 11 m

Le site étant classé sous la rubrique 1436, des liquides de points éclair compris entre 60 et 93°C sont présents sur le site.

NUFARM est donc concerné par les dispositions relatives aux stockages de liquides de mention de danger H224, H225, H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93°C et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3, ainsi qu'aux liquides combustibles et solides liquéfiables combustibles, selon les modalités de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Le nombre de stockages couverts et extérieurs concernés par la réglementation relative aux liquides inflammables étant important, l'inspection des installations classées a questionné NUFARM sur la nature des matières stockées au droit des stockages identifiés dans la déclaration de décembre 2021. L'exploitant indique avoir procédé de manière majorante. En effet, à défaut d'avoir à disposition les données nécessaires à la caractérisation des LC et SLC, notamment en ce qui concerne le Pouvoir calorifique inférieur (PCI) des substances stockées, les substances ont systématiquement été considérées comme des LC et SLC.

L'inspection des installations classées rappelle à NUFARM plusieurs règles et modalités d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Tout d'abord, les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 sont applicables uniquement aux stockages de récipients mobiles. Ainsi, ne constituent pas des stockages : les récipients mobiles en cours d'utilisation, de remplissage, de vidange ou de consommation ni les bâtiments dans lequel sont uniquement exercées des activités de fabrication ou de production par mélange ou emploi et éventuellement abritant par ailleurs une quantité maximale de stockages de liquides inflammables inférieure à 2 m³.

Concernant les stockages couverts, seuls les stockages répondant à la définition de cellules de LI, LC ou SLC sont réglementés par l'arrêté du 24 septembre 2020. De la même manière, les stockages de LC ou SLC sont concernés uniquement s'ils se situent à proximité d'un stockage de LI.

⇒ **Aussi, au regard des règles et modalités d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, l'inspection des installations classées demande à NUFARM sous un délai d'un mois :**

- **d'une part, de s'assurer que les stockages identifiés sont effectivement concernés ;**
- **d'autre part de réfléchir à une réorganisation de ses stockages de liquides inflammables afin d'en réduire le nombre. Cette réflexion doit être menée en évaluant en parallèle l'incidence de cette réorganisation sur le classement 1510 du site.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24 septembre 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er V

Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 24 septembre 2020

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

V. Pour les installations relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.

Constats :

La déclaration de décembre 2021 de soumission à l'arrêté du 24 septembre 2020 dit « récipients mobiles » réalisée par NUFARM comporte un bilan de conformité du site. Le bilan ainsi transmis en décembre 2021 fait état,

- de dispositions dont la conformité du site reste à vérifier ;
- de dispositions pour lesquelles le site n'est pas conforme.

Suivant les dispositions, les échéances de vérification ou de mise en conformité sont fixées soit au 1er janvier 2023, soit au 1er janvier 2026.

Concernant les vérifications à réaliser :

- 9 sont d'ordre général à l'échelle du site ;
- 6 concernent les stockages couverts fermés et magasins ;
- 5 concernent les stockages extérieurs et couverts ouverts.

Elles portent essentiellement sur les questions des consignes, de la surveillance, de la capacité des rétentions et de la défense contre l'incendie.

Concernant les non-conformités identifiées :

- 10 sont d'ordre général à l'échelle du site ;
- 15 concernent les stockages couverts fermés et magasins ;
- 7 concernent les stockages extérieurs et couverts ouverts.

Comme pour les vérifications, les principaux points de non-conformité portent sur les questions des consignes, de la surveillance, de la capacité des rétentions et de la défense contre l'incendie.

Lors de la visite, NUFARM a indiqué ne pas avoir avancé sur la mise en conformité du site, ni sur les vérifications restant à mener. ***L'inspection des installations classées considère que le bilan de conformité n'est pas complet dans la mesure où il ne statue pas sur la conformité du site pour toutes les dispositions applicables.***

Toutefois, au regard des éléments développés aux points de contrôle n°5 et 6, la situation administrative du site vis-à-vis de la réglementation des installations classées encadrant les liquides inflammables est susceptible d'évoluer.

⇒ ***Dans l'attente des éléments sur le classement du site et les quantités de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles, qui permettront de statuer définitivement sur la situation administrative du site en la matière, l'inspection des installations classées demande à NUFARM de compléter le bilan de conformité remis en menant les vérifications nécessaires pour établir la conformité ou non du site, dans un délai d'un mois.***

En matière de conformité du site, l'inspection des installations classées rappelle également à NUFARM qu'outre les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, les dispositions des arrêtés ministériels :

- du 1er juin 2015, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 22 décembre 2008, modifié, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510 ou 4511

s'appliquent au site. NUFARM doit donc s'assurer du respect de ces dispositions. Les dispositions ces arrêtés portent sur les mêmes thématiques que l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, et notamment : la surveillance des installations, la détection incendie, la défense et les moyens de lutte contre l'incendie, les capacités de rétention.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Distance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV

Thème(s) : Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'annexe IV ne s'applique pas aux installations existantes pour lesquelles :

- **Pour les stockages ouverts :** les parois des récipients mobiles sont situées à une distance d'au moins 20 m des limites du site ;

- **Pour les stockages couverts :** les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent ou les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites du site.

1/ Étude des effets thermiques :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si elle existe, et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.

Constats :

D'après le bilan de conformité transmis en décembre 2021, la réalisation d'une étude des flux thermiques n'est pas nécessaire pour toutes les installations. En effet :

- Pour les stockages ouverts concernés : PGA/PGB/PGC/PGE/POR/POF, seuls le PGC et le POR peuvent être concernés, les autres parcs étant éloignés de plus de 20 m des limites du site ;
- Pour les stockages couverts concernés, soit les magasins et racks, seul le magasin M08 est concerné compte-tenu des distances aux limites de propriétés.

Dans les faits, des études de flux thermiques ont déjà été réalisées dans le cadre de l'étude de dangers relatives aux stockages :

- celle pour le magasin M08 a été mise à jour en septembre 2020 ;
- concernant le POR, les effets thermiques initialement étudiés ont été supprimés dans la mise à jour de l'étude de dangers de septembre 2020 ;
- le PGC n'a fait l'objet d'aucune étude des flux thermiques dans la dernière mise à jour de l'étude de dangers concernée.

NUFARM a donc conclu à la nécessité de reconsidérer l'étude des effets thermiques pour les deux zones de stockage POR et PGC.

Au jour de l'inspection, les études complémentaires des effets thermiques pour les zones de stockage POR et PGC n'ont pas été réalisés. Le site est donc non conforme.

Au demeurant, la situation administrative du site est susceptible d'évoluer au regard des éléments avancés dans les points de contrôle précédent. Dans l'hypothèse favorable où NUFARM parviendrait à réduire les quantités de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles et où le site resterait sous le régime de la déclaration pour la rubrique 1436, l'échéance de réalisation des études d'effets thermiques reculerait au 1er janvier 2024. Le site serait alors conforme.

⇒ ***Aussi, à ce stade l'inspection des installations classées ne propose pas de suite administrative. Par contre, à défaut de recevoir les éléments justificatifs correspondant demandés à NUFARM sous un délai d'un mois, l'inspection des installations classées proposera de mettre en demeure le site de respecter cette disposition.***

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet